

Questions orales

fait en ce moment l'objet de pourparlers entre M. Klug et les fonctionnaires fédéraux.

* * *

• (1500)

LA SANTÉ

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Monsieur le Président, hier, aux questions sur la sécurité de l'implant mammaire Meme, que certaines études ont mise en doute, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a répondu à deux reprises:

Les statistiques montrent que le taux d'échec de ce type d'implant est nettement inférieur à celui d'autres implants en silicone.

J'ai déjà souffert du cancer du sein et j'ai moi-même un implant mammaire. C'est pourquoi, au nom des Canadiennes—une sur dix—qui risquent d'être victimes du cancer du sein et d'être confrontées à la difficile décision d'accepter ou non un implant mammaire, je demande au ministre qu'il nous dise une fois pour toutes si vraiment ces implants en silicone sont sans danger.

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, la députée n'ignore pas que, dans une étude qu'elle a faite pour le ministère l'an dernier, Carolyn Kerrigan a conclu notamment:

Il faut de toute urgence procéder à des études expérimentales contrôlées sur les implants mammaires afin de répondre aux nombreuses questions liées à leur usage. Il faut faire des expériences sur des animaux pour obtenir des renseignements concernant notamment la composition, la dégradation, l'insertion, l'excrétion, la contraction et l'infection des implants mammaires.

La FDA américaine fait actuellement de la recherche sur tous les types d'implants. Nous subventionnons des recherches semblables au Canada.

Nous ferons de notre mieux pour veiller à ce que les implants mammaires ou autres dispositifs utilisés au Canada soient sûrs et efficaces.

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Monsieur le Président, étant donné les réponses qu'on nous a faites hier et aujourd'hui, dois-je croire qu'on utilise des femmes canadiennes au lieu d'animaux pour faire l'essai d'implants?

Le ministre devrait être conscient de la crainte qu'il a suscitée en associant les implants de silicone avec l'implant Meme.

Il devrait également savoir qu'il y a une différence entre échec et danger. On nous dit que l'implant Meme risque en fait d'être carcinogène.

Les femmes qui ont été atteintes de cancer ne devraient pas craindre d'être encore exposées au même risque à cause de la chirurgie corrective.

L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, à mon avis, il importe que la Chambre sache qui soulève ces craintes et qui laisse entendre que des femmes canadiennes sont en danger.

Ce n'est pas moi qui le laisse entendre. C'est son collègue qui est assis directement devant elle.

C'est son collègue qui a tenu une conférence de presse lundi et qui a donné des renseignements. Mon ministère a examiné ses documents et, jusqu'ici, a trouvé plus de 20 cas où ces renseignements sont inexacts.

J'ai proposé au député une séance d'information complète pour répondre à toutes les questions qu'il se posait. Comme à son habitude, le député ne l'a pas demandée de sa propre initiative. Il a fallu que nous lui offrions. Il a finalement accepté. J'inviterais même la députée à y assister également.

Nous sommes assurés de l'innocuité de ces dispositifs. Au lieu de soulever des préoccupations chez les femmes canadiennes et de susciter de fausses craintes, travaillons ensemble pour obtenir des renseignements précis. Ne créons pas de fausses peurs parmi les femmes.

Mme Langan: Vous devriez alors donner des renseignements exacts à la Chambre.

* * *

[Français]

LES ARMES CHIMIQUES

L'hon. André Ouellet (Papineau—Saint-Michel): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Le Canada ne peut rester insensible devant la menace de la prolifération et de l'usage excessif d'armes chimiques dans le monde. En particulier, les menaces proférées par l'Iraq contre Israël sont fort inquiétantes et témoignent d'une situation que le Canada ne peut approuver.

Hier, en réponse à une question à ce sujet, le secrétaire parlementaire du ministre a déclaré: